

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau

Mme E. HUYTEBROECK

Notes

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement. — A-504-1 Projet d'ordonnance.

Session 2008-2009.

Documents du Parlement. — A-504/2 Rapport.

Intégraal verslag. — Discussion et adoption : séance du 13 février 2009.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota's

(1) *Zitting 2007-2008.*

Documenten van het Parlement. — A-504-1 Ontwerp van ordonnantie.

Zitting 2008-2009.

Documenten van het Parlement. — A-504/2 Verslag.

Intégraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 13 februari 2009.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 944

[S - C - 2009/31124]

5 MARS 2009. — Ordonnance modifiant la nouvelle loi communale (1)

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. À l'article 25 de la Nouvelle Loi communale, modifié par la loi du 17 octobre 1990 modifiant la Nouvelle Loi communale, les modifications suivantes sont apportées

1° le § 1^{er}, premier alinéa est complété par les mots « ou désigné dans un mandat conformément à l'article 69 »;

2° il est inséré un paragraphe l'*Ibis* nouveau rédigé comme suit :

« § 1^{er bis}. Le conseil communal peut nommer un secrétaire hors cadre six mois avant la date prévisible de la vacance de l'emploi. Le secrétaire nommé hors cadre prend la fonction de secrétaire le jour de la cessation des fonctions du secrétaire sortant. Dans l'intervalle, il l'assiste dans ses missions. ».

Art. 3. L'article 26bis de la même loi, inséré par la loi du 17 octobre 1990 modifiant la Nouvelle Loi communale, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26bis. § 1^{er}. Le secrétaire exerce en tout état de cause les compétences suivantes :

1° la direction générale des services communaux, dont il veille au bon fonctionnement et à la coordination;

2° la direction et la gestion journalière du personnel;

3° la présidence du comité de direction,

4° l'établissement des projets d'organigramme, de plans de formation du personnel et de règlements de travail du personnel;

5° la préparation et l'exécution, notamment au sein du comité de direction, des axes politiques fondamentaux compris dans la note d'orientation visée à l'article 242bis;

6° la préparation des dossiers soumis au conseil communal et au collège;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 944

[S - C - 2009/31124]

5 MAART 2009. — Ordonnantie tot wijziging van de nieuwe gemeentewet (1)

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 25 van de Nieuwe Gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt aangevuld met de woorden « of aangewezen in een mandaat overeenkomstig artikel 69 »;

2° er wordt een nieuwe paragraaf *Ibis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De gemeenteraad kan een secretaris buiten kader benoemen zes maanden vóór de voorzienbare datum waarop de betrekking vacant zal worden. De buiten kader benoemde secretaris treedt in functie op de dag van de beëindiging van het ambt van de aftredende secretaris. In de tussentijd staat hij laatstgenoemde bij in zijn ambt. ».

Art. 3. Artikel 26bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 26bis. § 1. De secretaris oefent in ieder geval de volgende bevoegdheden uit :

1° de algemene directie van de gemeentelijke diensten, waarvan hij voor de goede werking en de coördinatie zorgt;

2° de leiding en het dagelijkse beheer van het personeel;

3° het voorzitterschap van het directiecomité;

4° het opstellen van ontwerpen van organogram, van opleidingsplannen voor het personeel en van arbeidsreglementen voor het personeel;

5° de voorbereiding en de uitvoering, onder meer in het directiecomité, van de beleidshoofdlijnen vervat in de oriëntatienota bedoeld in artikel 242bis;

6° de voorbereiding van de dossiers die aan de gemeenteraad en aan het college worden voorgelegd;

7° la rédaction des procès-verbaux des séances du conseil communal et du collège, auxquelles il assiste;

8° le contreseing de toutes les pièces officielles émanant de l'administration communale, et notamment de la correspondance;

9° la dispense de conseils juridiques et administratifs au conseil communal et au collège, notamment quant au respect des lois;

10° la mise sur pied et le suivi du système de contrôle interne tel que visé au titre *VIbis*.

§ 2. Au moins après chaque approbation du plan triennal visé à l'article 242*bis*, le secrétaire communal conclut avec le collège, également au nom du comité de direction, une note d'accord sur la manière dont lui-même, le comité de direction, le conseil communal et le collège collaboreront afin de rencontrer les objectifs politiques, et sur les procédures à respecter dans les relations entre le collège et l'administration.

Cette note d'accord détermine la façon dont le secrétaire exerce les compétences qui lui ont été déléguées. ».

Art. 4. Dans l'article 35 de la même loi, les mots « et du secrétaire sous mandat » sont insérés entre les mots « le traitement du secrétaire nommé à titre définitif » et les mots « est payé mensuellement et par anticipation ».

Art. 5. A l'article 53, § 1^{er} de la même loi, modifié par la loi du 17 octobre 1990 modifiant la Nouvelle Loi communale, l'alinéa 1^{er}, est complété par les mots « ou désigné dans un mandat conformément à l'article 69 ».

Art. 6. Dans le titre 1^{er} chapitre 1^{er}, section 7 de la même loi, après l'article 68, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Du régime des mandats ».

Art. 7. Dans la sous-section 4 insérée par l'article 6 de la présente ordonnance, l'article 69 de la même loi, abrogé par la loi du 24 mai 1991 modifiant la Nouvelle Loi communale en ce qui concerne le régime disciplinaire, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 69. § 1^{er}. Le conseil communal peut conférer les emplois de secrétaire et de receveur par mandat.

Dans ce cas, il fixe les objectifs à atteindre durant le mandat ainsi que les conditions et la procédure de recrutement du mandataire.

La durée du mandat est de huit ans. Pour être conféré par mandat, l'emploi de secrétaire ou de receveur doit préalablement avoir été déclaré vacant.

§ 2. Le mandataire fait l'objet d'une évaluation. L'évaluation a pour but de vérifier dans quelle mesure les objectifs fixés lors de l'attribution du mandat sont atteints ou sont en voie d'être atteints.

À cette fin, le mandataire rédige à l'issue de chaque période d'évaluation un rapport sur ses activités. Le conseil communal prend connaissance de ce rapport et invite le mandataire à un entretien d'évaluation.

La mention « favorable » est attribuée au mandataire lorsque celui-ci atteint pleinement les objectifs qui lui ont été assignés au début de son mandat.

La mention « satisfaisant » est attribuée au mandataire lorsque les objectifs ont été partiellement réalisés par lui.

La mention « défavorable » est attribuée au mandataire lorsque les objectifs n'ont pas ou peu été réalisés.

Dans son évaluation, le conseil communal doit tenir compte des circonstances imprévisibles ou indépendantes de la volonté du mandataire, qui ont rendu impossible la réalisation totale ou partielle des objectifs fixés.

L'évaluation est notifiée au mandataire par lettre recommandée.

§ 3. Une première évaluation a lieu trois ans après le début du mandat.

Si le mandataire reçoit la mention « défavorable », une évaluation complémentaire a lieu six mois après cette première évaluation. Si la mention attribuée au mandataire à l'issue de l'évaluation complémentaire est défavorable, son mandat prend fin définitivement et il ne peut participer à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

7° de redactie van de notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad en van het college, die hij bijwoont;

8° de medeondertekening van alle officiële stukken uitgaande van het gemeentebestuur, onder meer van de briefwisseling;

9° het verstrekken van juridische en administratieve adviezen aan de gemeenteraad en aan het college, onder meer in verband met de naleving van de wetten;

10° het instellen en het opvolgen van het intern controlesysteem, zoals bedoeld in titel *VIbis*.

§ 2. Ten minste na iedere goedkeuring van het driejarig plan bedoeld in artikel 242*bis*, sluit de gemeentesecretaris, mede namens het directiecomité, een afsprakennota met het college over de wijze waarop hij, het directiecomité, de gemeenteraad en het college zullen samenwerken om de beleidsdoelstellingen te realiseren, en over de omgangsvormen tussen het college en het bestuur.

In deze afsprakennota wordt bepaald op welke wijze de secretaris de bevoegdheden uitoefent die hem werden gedelegeerd. ».

Art. 4. In artikel 35 van dezelfde wet, worden de woorden « en van de bij mandaat aangestelde secretaris » tussen de woorden « de wedde van de vastbenoemde secretaris » en de woorden « wordt per maand en vooruit betaald » ingevoegd.

Art. 5. In artikel 53, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « of aangesteld in een mandaat overeenkomstig artikel 69 ».

Art. 6. In titel 1, hoofdstuk I, afdeling 7 van dezelfde wet wordt na artikel 68, een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift « De regeling van de mandaten ».

Art. 7. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 6 van deze ordonnantie, wordt artikel 69 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 24 mei 1991 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet wat de tuchtregeling betreft, opnieuw opgenomen met de volgende formulering :

« Art. 69. § 1. De gemeenteraad kan de bedieningen van secretaris en van ontvanger bij mandaat begeven.

In dit geval legt de gemeenteraad de doelstellingen vast die tijdens het mandaat moeten worden bereikt alsook de voorwaarden en de procedure voor de aanwerving van de mandaathouder.

De duur van het mandaat is vastgesteld op achtjaar. Om bij mandaat begeven te worden, moet de bediening van secretaris of van ontvanger vooraf vacant worden verklaard.

§ 2. De mandaathouder wordt onderworpen aan een evaluatie. De evaluatie heeft tot doel na te gaan in hoeverre de doeleinden die vastgelegd werden bij het begeven van het mandaat bereikt of in verwezenlijking zijn.

Met het oog hierop stelt de mandaathouder na afloop van elke evaluatieperiode een verslag op over zijn werkzaamheden. De gemeenteraad neemt kennis van dit verslag en nodigt de mandaathouder uit voor een evaluatiegesprek.

De vermelding « gunstig » wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer deze de doelstellingen die hem bij het begin van zijn mandaat werden opgedragen, heeft bereikt.

De vermelding « voldoende » wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer hij de doelstellingen gedeeltelijk heeft bereikt.

De vermelding « ongunstig » wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer de doelstellingen niet of in zeer geringe mate zijn verwezenlijkt.

In zijn evaluatie moet de gemeenteraad rekening houden met onvoorziene omstandigheden of omstandigheden buiten de wil van de mandaathouder die de gehele of gedeeltelijke verwezenlijking van de vastgestelde doeleinden onmogelijk hebben gemaakt.

De evaluatie wordt aan de mandaathouder meegedeeld bij aangetekend schrijven.

§ 3. Een eerste evaluatie heeft plaats drie jaar na het begin van het mandaat.

Indien de mandaathouder de vermelding « ongunstig » krijgt, wordt een bijkomende evaluatie gehouden zes maanden na deze eerste evaluatie. Als de bijkomende evaluatie van de mandaathouder eveneens ongunstig is, wordt zijn mandaat definitief beëindigd en kan hij niet deelnemen aan een nieuwe aanstellingsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

§ 4. Une seconde évaluation a lieu six mois avant la fin du mandat.

Si le mandataire reçoit la mention « favorable », le conseil communal renouvelle son mandat et lui fixe de nouveaux objectifs à atteindre.

Si le mandataire reçoit la mention « satisfaisant », son mandat n'est pas renouvelé, mais il peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

Si le mandataire reçoit la mention « défavorable », son mandat prend fin définitivement et il ne peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.»

Art. 8. Dans le titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, section 7 de la même loi, après l'article 69, il est inséré une sous-section 5 intitulée « De l'évaluation ».

Art. 9. Dans la sous-section 5 insérée par l'article 8 de la présente ordonnance, l'article 70 de la même loi abrogé par l'ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi communale, est rétabli dans la rédaction suivante

« Art. 70. § 1^{er}. Lorsque le secrétaire et le receveur sont nommés par le conseil communal aux conditions fixées conformément à l'article 145, ils font l'objet d'une évaluation.

L'évaluation a pour but d'apprécier de manière continue la manière dont le secrétaire et le receveur effectuent leur travail.

§ 2. L'évaluation a lieu tous les deux ans. La période de deux ans séparant deux évaluations est appelée période d'évaluation.

Dans les deux premiers mois de chaque période d'évaluation, le collège a, avec l'agent concerné, un entretien de fonction au cours duquel sont précisés les objectifs à atteindre et les éléments sur lesquels l'agent sera évalué. Ceux-ci portent sur :

- 1° la qualité du travail;
- 2° le rythme de travail;
- 3° les méthodes de travail à appliquer;
- 4° les attitudes de travail à adopter.

Endéans le mois qui suit l'entretien, le collège rédige un rapport d'entretien de fonction. Ce rapport est visé par l'agent concerné. Il constitue la première pièce du dossier d'évaluation.

Dans le courant de chaque période d'évaluation, le collège peut joindre au dossier d'évaluation des constatations favorables ou défavorables en rapport avec les objectifs et les éléments d'évaluation précisés à l'alinéa 2. Ces constatations sont portées à la connaissance de l'agent qui peut y ajouter ses remarques éventuelles. L'agent peut demander au collège d'ajouter à son dossier d'évaluation un document portant une appréciation favorable sur l'exécution de son travail.

Au plus tôt quatre mois et au plus tard deux mois avant la fin de chaque période d'évaluation, le conseil communal a, avec l'agent concerné, un entretien d'évaluation portant sur la réalisation des objectifs et sur les éléments visés au deuxième alinéa.

Endéans le mois qui suit l'entretien d'évaluation, le conseil communal rédige un rapport d'évaluation en tenant compte du dossier et de l'entretien d'évaluation. Ce rapport peut attribuer à l'agent concerné la mention « favorable » ou « défavorable » accompagnée d'une motivation. Il est visé par l'agent concerné.

§ 3. Si l'agent reçoit la mention « défavorable », elle n'est pas définitive. Un nouvel entretien a lieu dans le mois entre l'agent et le conseil communal. Après cet entretien, l'évaluation définitive est notifiée dans les dix jours à l'intéressé moyennant un accusé de réception ou par lettre recommandée.

§ 4. En cas d'évaluation défavorable, l'agent concerné perd le droit à toute nouvelle augmentation biennale de son traitement visée à l'article 30, et ce jusqu'à la prochaine évaluation favorable. ».

Art. 10. Dans le titre 1^{er}, chapitre 1^{er} de la même loi, après l'article 70, il est inséré une section *Ibis* intitulée « Du gestionnaire des ressources humaines ».

Art. 11. Dans la section *Ibis* insérée par l'article 10 de la présente ordonnance, il est inséré un littéra A intitulé « De la nomination ».

§ 4. Een tweede evaluatie vindt plaats zes maanden vóór het einde van het mandaat.

Indien de mandaathouder de vermelding « gunstig » krijgt, verlengt de gemeenteraad zijn mandaat en legt nieuwe te bereiken doeleinden vast.

Indien de mandaathouder de vermelding « voldoende » krijgt, wordt zijn mandaat niet verlengd, maar kan hij deelnemen aan de nieuwe aanstellingsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

Indien de mandaathouder de vermelding « ongunstig » krijgt, wordt zijn mandaat definitief beëindigd en kan hij niet deelnemen aan de nieuwe aanstellingsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt. ».

Art. 8. In titel 1, hoofdstuk 1, afdeling 7 van dezelfde wet wordt na artikel 69, een onderafdeling 5 ingevoegd, luidend « De evaluatie ».

Art. 9. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 8 van deze ordonnantie, wordt artikel 70 van dezelfde wet, opgeheven door de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, opnieuw opgenomen met de volgende formulering

« Art. 70. § 1. Wanneer de secretaris en de ontvanger door de gemeenteraad worden benoemd op de voorwaarden bepaald conform artikel 145, worden ze onderworpen aan een evaluatie.

De evaluatie heeft tot doel onafgebroken de manier te beoordelen waarop de secretaris en de ontvanger hun werk verrichten.

§ 2. De evaluatie heeft om de twee jaar plaats. De periode tussen twee evaluaties wordt de evaluatieperiode genoemd.

Tijdens de eerste twee maanden van elke evaluatieperiode heeft het college een functioneringsgesprek met het betrokken personeelslid waarbij de doelstellingen worden bepaald die moeten worden behaald alsook de elementen waarop het personeelslid zal worden beoordeeld. Deze hebben betrekking op :

- 1° de kwaliteit van het werk;
- 2° de snelheid van het werk;
- 3° de werkmethoden die moeten worden toegepast;
- 4° de werkhouding die moet worden aangenomen.

Binnen de maand die volgt op het gesprek stelt het college een verslag op van het functioneringsgesprek. Dit verslag wordt ondertekend door het betrokken personeelslid en is het eerste stuk van het evaluatiedossier.

In de loop van elke evaluatieperiode kan het college aan het evaluatiedossier gunstige of ongunstige vaststellingen toevoegen die verband houden met de doelstellingen en de elementen inzake evaluatie bepaald in het tweede lid. Deze vaststellingen worden ter kennis van het personeelslid gebracht, die er zijn eventuele opmerkingen kan aan toevoegen. Het personeelslid kan het college verzoeken een document met een gunstige beoordeling inzake de uitvoering van zijn werk toe te voegen aan zijn evaluatiedossier.

Op zijn vroegst vier maanden en uiterlijk twee maanden vóór het einde van elke evaluatieperiode heeft de gemeenteraad met het betrokken personeelslid een evaluatiegesprek over de uitvoering van de doelstellingen en de elementen bedoeld in het tweede lid.

Binnen de maand die volgt op het evaluatiegesprek, stelt de gemeenteraad een evaluatieverslag op waarbij rekening wordt gehouden met het dossier en het evaluatiegesprek. Dit verslag kan het betrokken personeelslid de vermelding « gunstig » of « ongunstig » met de bijbehorende motivering opleveren. Het wordt ondertekend door het betrokken personeelslid.

§ 3. Als het personeelslid de vermelding « ongunstig » krijgt, is dat niet definitief. Binnen de maand heeft een nieuw gesprek plaats tussen het personeelslid en de gemeenteraad. Na dit onderhoud wordt de definitieve evaluatie binnen tien dagen bezorgd aan het betrokken personeelslid met een ontvangstbewijs of via een aangetekend schrijven.

§ 4. In geval van een ongunstige evaluatie verliest het betrokken personeelslid het recht op iedere volgende tweejaarlijkse loonsverhoging bedoeld in artikel 30 en dit tot aan de volgende gunstige evaluatie. ».

Art. 10. In titel I, hoofdstuk I van dezelfde wet wordt na artikel 70, een afdeling 7^ois ingevoegd, met als opschrift « De humanresourcesmanager ».

Art. 11. In afdeling *Ibis*, ingevoegd bij artikel 10 van deze ordonnantie, wordt een littéra A ingevoegd, met als opschrift « De benoeming ».

Art. 12. Dans la lettre A inséré par l'article 11 de la présente ordonnance, il est inséré un article *70bis* nouveau rédigé comme suit

« Art. *70bis*. Il y a dans chaque commune un gestionnaire des ressources humaines. Il est nommé par le conseil communal aux conditions fixées conformément à l'article 145 dans les six mois de la vacance de l'emploi. ».

Art. 13. Après l'article *70bis* inséré par l'article 12 de la présente ordonnance, il est inséré un lettre B intitulé « Des devoirs ».

Art. 14. Dans la lettre B inséré par l'article 13 de la présente ordonnance, il est inséré un article *70ter* nouveau rédigé comme suit

« Art. *70ter*. § 1^{er}. Le gestionnaire des ressources humaines est chargé, sous l'autorité hiérarchique directe du secrétaire communal, de la mise en oeuvre de la politique communale en ce qui concerne

1° l'organisation des procédures de recrutement et de promotion du personnel, ainsi que des examens,

2° l'évaluation du personnel;

3° le développement d'une politique de formation du personnel;

4° le développement d'un esprit d'équipe au sein du personnel;

5° le management du personnel;

6° la rédaction d'un rapport annuel à l'attention du conseil communal sur la gestion des ressources humaines dans la commune.

§ 2. Le gestionnaire des ressources humaines peut être entendu par le conseil communal sur toute question intéressant la gestion du personnel communal. ».

Art. 15. Dans le titre 1^{er}, chapitre 1^{er} de la même loi après l'article *70ter*, inséré par l'article 14 de la présente ordonnance, il est inséré une section *7ter* intitulée « Du comité de direction ».

Art. 16. Dans la section *7ter* insérée par l'article 15 de la présente ordonnance, il est inséré un article *70quater* nouveau rédigé comme suit

« Art. *70quater*. Le comité de direction se compose du secrétaire communal, du secrétaire communal adjoint, du receveur communal, du gestionnaire des ressources humaines et de chaque personne responsable, sous l'autorité hiérarchique directe du secrétaire communal, de la gestion d'un service de l'administration, étant entendu que chaque service n'est représenté qu'une fois au sein du comité de direction. ».

Art. 17. Dans la même section *7ter*, il est inséré un article *70quinquies* nouveau rédigé comme suit :

« Art. *70quinquies*. Le comité de direction se réunit au moins une fois par mois à l'invitation et sous la présidence du secrétaire communal qui en fixe l'ordre du jour. Chaque réunion du comité de direction fait l'objet d'un compte-rendu.

Le comité de direction arrête son règlement d'ordre intérieur. ».

Art. 18. Dans la même section *7ter*, il est inséré un article *70sexies* nouveau rédigé comme suit :

« Art. *70sexies*. Après chaque réunion du comité de direction, le secrétaire communal communique son ordre du jour et son compte-rendu au collège. ».

Art. 19. Dans la même section *7ter*, il est inséré un article *70septies* nouveau rédigé comme suit :

« Art. *70septies*. Le comité de direction assiste le secrétaire dans sa mission de coordination des différents services communaux entre eux. Il veille à la mise en oeuvre transversale des décisions du conseil communal et du collège par les services communaux concernés. ».

Art. 20. L'article 84, § 3 de la même loi, inséré par la loi du 11 juillet 1994 modifiant la Nouvelle Loi communale en vue de renforcer la démocratie communale, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les questions écrites et orales visées au premier alinéa et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune. ».

Art. 12. In littera A, ingevoegd bij artikel 11 van deze ordonnantie, wordt een nieuw artikel *70bis* ingevoegd, dat luidt als volgt

« Art. *70bis*. Er is in iedere gemeente een humanresourcesmanager. Hij wordt door de gemeenteraad benoemd, met inachtneming van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 145, binnen zes maanden na de vacantverklaring van de betrekking. ».

Art. 13. Na artikel *70bis*, ingevoegd bij artikel 12 van deze ordonnantie, wordt een letter B ingevoegd, met als opschrift « De plichten ».

Art. 14. In littera B, ingevoegd bij artikel 13 van deze ordonnantie, wordt een nieuw artikel *70ter* ingevoegd, luidend als volgt

« Art. *70ter*. § 1. De humanresourcesmanager is, onder het rechtstreekse hiërarchische gezag van de gemeentesecretaris, belast met het uitvoeren van het gemeentelijke beleid betreffende :

1° de organisatie van de wervings- en de bevorderingsprocedures van het personeel, alsmede van de examens;

2° de evaluatie van het personeel;

3° de uitwerking van een opleidingsbeleid voor het personeel;

4° de ontwikkeling van een teamgeest onder het personeel;

5° het personeelsmanagement;

6° het opstellen van een jaarverslag ten behoeve van de gemeenteraad betreffende het humanresourcesmanagement in de gemeente.

§ 2. De humanresourcesmanager kan door de gemeenteraad gehoord worden over elke vraag in verband met het beheer van het gemeentepersoneel. ».

Art. 15. In titel I, hoofdstuk 1 van dezelfde wet, na artikel *70ter*, ingevoegd bij artikel 14 van deze ordonnantie, wordt een afdeling *7ter* ingevoegd, met als opschrift « Het directiecomité ».

Art. 16. In afdeling *7ter*, ingevoegd bij artikel 15 van deze ordonnantie, wordt een nieuw artikel *70quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *70quater*. Het directiecomité is samengesteld uit de gemeentesecretaris, de adjunct-gemeentesecretaris, de gemeenteontvanger, de humanresourcesmanager en elke persoon die, onder het rechtstreekse hiërarchisch gezag van de gemeentesecretaris, verantwoordelijk is voor het beheer van een gemeentelijke dienst, met dien verstande dat elke dienst slechts eenmaal wordt vertegenwoordigd in het directiecomité. ».

Art. 17. In dezelfde afdeling *7ter*, wordt een nieuw artikel *70quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *70quinquies*. Het directiecomité vergadert ten minste eenmaal per maand, op uitnodiging en onder het voorzitterschap van de gemeentesecretaris die er de agenda van vaststelt. Van elke vergadering van het directiecomité wordt een verslag opgemaakt.

Het directiecomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast. ».

Art. 18. In dezelfde afdeling *7ter* wordt een nieuw artikel *70sexies* ingevoegd, luidend als volgt

« Art. *70sexies*. Na elke vergadering van het directiecomité deelt de gemeentesecretaris de agenda en het verslag ervan mee aan het college. ».

Art. 19. In dezelfde afdeling *7ter*, wordt een nieuw artikel *70septies* ingevoegd, luidend als volgt

« Art. *70septies*. Het directiecomité staat de secretaris bij in zijn opdracht om de werkzaamheden van de verschillende gemeentediensten onderling te coördineren. Hij zorgt voor de transversale uitvoering van de beslissingen van de gemeenteraad en van het college door de betrokken gemeentediensten. ».

Art. 20. Artikel 84, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1994 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de versterking van de gemeentelijke democratie, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt

« De mondelinge en schriftelijke vragen bedoeld in het eerste lid en de antwoorden daarop worden bekendgemaakt op de website van de gemeente. ».

Art. 21. Dans l'article 87*bis*, alinéa 1- de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1994 modifiant la Nouvelle Loi communale en vue de renforcer la démocratie communale et par l'ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi communale, les mots « et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune » sont insérés entre les mots « par voie d'affichage à la maison communale » et les mots « dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles 87, 96 et 97, troisième alinéa, relatifs à la convocation du conseil communal ».

Art. 22. Dans le titre 1^{er}, chapitre II, section II de la même loi, il est inséré un article 87*ter* nouveau rédigé comme suit :

« Art. 87*ter*. Au cas où le président du conseil de l'action sociale n'est pas membre du conseil communal, il y siège avec voix consultative.

Par dérogation au premier alinéa, le président du conseil de l'action sociale qui n'est pas membre du conseil communal ne siège pas lorsque le bourgmestre ou celui qui le remplace, président du conseil communal, a prononcé le huis clos en vertu de l'article 94. ».

Art. 23. L'article 89 de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1991 modifiant la Nouvelle Loi communale et par la loi du 11 juillet 1994 modifiant la Nouvelle Loi communale en vue de renforcer la démocratie communale, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Une fois adopté et signé par le bourgmestre et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation au sixième alinéa, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos en vertu des articles 93 et 94 ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune. ».

Art. 24. L'article 103 de la même loi est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Le président du conseil de l'action sociale siège avec voix consultative aux réunions du collège des bourgmestre et échevins.

Par dérogation au deuxième alinéa, le président du conseil de l'action sociale ne siège pas lorsque le collège exerce la tutelle sur les décisions du conseil de l'action sociale. ».

Art. 25. L'article 112 de la même loi, modifié par la loi du 8 avril 1991 modifiant la Nouvelle Loi communale en ce qui concerne la publication des actes, par l'ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi communale et par l'ordonnance du 17 juin 2008 modifiant la Nouvelle Loi communale en vue de faciliter l'accès du public aux règlements communaux instaurant des taxes, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 112. Les règlements et ordonnances du conseil communal, du collège des bourgmestre et échevins et du bourgmestre sont publiés par ce dernier par voie d'affichage et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune.

Les affiches et le site internet de la commune visés au premier alinéa indiquent l'objet du règlement ou de l'ordonnance, la date de la décision par laquelle le règlement ou l'ordonnance a été adopté, la décision de l'autorité de tutelle et le ou les lieux où le texte du règlement ou de l'ordonnance peut être consulté par le public. Sur le site internet, l'intégralité du règlement ou de l'ordonnance sera publiée.

Le bourgmestre peut également publier les actes visés au premier alinéa par voie de presse.

La publication d'un règlement ou d'une ordonnance sur le site internet de la commune et, le cas échéant, par voie de presse, indique la date de sa publication par voie d'affichage.

Les plans communaux de développement et les plans communaux d'affectation du sol sont publiés par la commune sur son site internet. Le Gouvernement fixe les règles d'entrée en vigueur de la présente disposition.

Après que la commune a approuvé son budget annuel, elle le publie sur son site internet. Le Gouvernement fixe les règles d'entrée en vigueur de la présente disposition. ».

Art. 26. A l'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 8 avril 1991 modifiant la Nouvelle Loi communale en ce qui concerne la publication des actes et par l'ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi communale, les modifications suivantes sont apportées

Art. 21. In artikel 87*bis*, eerste lid van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1994 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de versterking van de gemeentelijke democratie en door de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, worden de woorden « en door de bekendmaking ervan op de website van de gemeente » ingevoegd tussen de woorden « via affichering aan het gemeentehuis » en de woorden « binnen dezelfde termijnen als bepaald in de artikelen 87, 96 en 97, derde lid, betreffende de bijeenroeping van de gemeenteraad ».

Art. 22. In titel I, hoofdstuk II, afdeling II van dezelfde wet wordt een nieuw artikel 87*ter* ingevoegd, luidend als volgt

« Art. 87*ter*. Wanneer de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn geen lid is van de gemeenteraad, heeft hij zitting in de laatstgenoemde raad met raadgevende stem.

In afwijking van het eerste lid, heeft de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn die geen lid is van de gemeenteraad geen zitting wanneer de burgemeester of degene die hem vervangt en de gemeenteraad voorziet met toepassing van artikel 94 de behandeling in besloten vergadering heeft bevolen. ».

Art. 23. Artikel 89 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet en door de wet van 11 juli 1994 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de versterking van de gemeentelijke democratie, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt

« Zodra de notulen van elke vergadering zijn goedgekeurd en ondertekend door de burgemeester en de gemeentesecretaris, worden ze op de website van de gemeente geplaatst.

In afwijking van het zesde lid worden de punten van de notulen die achter gesloten deuren werden behandeld krachtens de artikelen 93 en 94, niet op de website van de gemeente geplaatst. ».

Art. 24. Artikel 103 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee nieuwe leden, luidend als volgt :

« De voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn heeft zitting met raadgevende stem in de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen.

In afwijking van het tweede lid, heeft de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn geen zitting, wanneer het college het toezicht over de beslissingen van de raad voor maatschappelijk welzijn uitoefent. ».

Art. 25. Artikel 112 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 april 1991 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de bekendmaking van de akten, bij de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet en bij de ordonnantie van 17 juni 2008 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet om de toegang van het publiek tot de gemeentelijke reglementen tot invoering van belastingen te vergemakkelijken, wordt vervangen door wat volgt

« Art. 112. De reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, van het college van burgemeester en schepenen en van de burgemeester worden door laatstgenoemde bekendgemaakt door middel van een aanplakbrief en door plaatsing op de website van de gemeente.

De aanplakbrieven en de website van de gemeente, bedoeld in het eerste lid, vermelden het onderwerp van het reglement of de verordening, de datum van de beslissing waarbij het reglement of de verordening werd aangenomen, de beslissing van de toezichhoudende overheid alsmede de plaats of plaatsen waar de tekst van het reglement of de verordening ter inzage ligt van het publiek. Op de website wordt het reglement of de verordening in zijn geheel bekendgemaakt.

De burgemeester kan de akten bedoeld in het eerste lid ook bekendmaken via de pers.

De bekendmaking van een reglement of verordening op de website van de gemeente en, in voorkomend geval, via de pers, vermeldt de datum van bekendmaking via affichering.

De gemeentelijke ontwikkelingsplannen en de gemeentelijke bestemmingsplannen worden door de gemeente op haar website gepubliceerd. Deze bepaling treedt in werking op een door de Regering te bepalen datum.

Nadat de gemeente haar jaarlijkse begroting heeft goedgekeurd, publiceert ze die op haar website. Deze bepaling treedt in werking op een door de Regering te bepalen datum. ».

Art. 26. In artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 april 1991 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de bekendmaking van de akten en bij de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° dans le deuxième alinéa, les mots « par la voie de l'affichage » sont insérés entre les mots « le fait et la date de la publication de ces règlements et ordonnances » et les mots « sont constatés par une annotation »;

2° un dernier alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« La publication de ces règlements et ordonnances par leur mise en ligne sur le site internet de la commune et, le cas échéant, par voie de presse, n'a pas d'influence sur leur entrée en vigueur. ».

Art. 27. A l'article 120, § 1^{er} de la même loi, remplacé par la loi du 11 juillet 1994 modifiant la Nouvelle Loi communale en vue de renforcer la démocratie communale, les modifications suivantes sont apportées :

1° le premier alinéa est complété par la phrase suivante « Les commissions peuvent, en ce compris de leur propre initiative, rendre des avis et formuler des recommandations à l'attention du conseil communal dans les matières dont elles s'occupent. »;

2° dans le deuxième alinéa, les mots « et de fonctionnement » sont abrogés;

3° un dernier alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Chaque commission adopte son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment le mode de convocation et d'attribution de la présidence de la commission. ».

Art. 28. L'article 135 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1989 modifiant la Nouvelle Loi communale et par la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes, est complété par un § 3 nouveau rédigé comme suit :

« § 3. Les communes sont chargées de faire bénéficier leurs habitants d'une administration dont les modes et périodes d'accès sont adaptés via des heures d'ouverture plus étendues au moins un jour par semaine, et via des services par internet. ».

Art. 29. A l'article 136 de la même loi, modifié par la loi du 17 octobre 1990 modifiant la Nouvelle Loi communale, dont le texte actuel formera le § 111, les modifications suivantes sont apportées :

1) le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le receveur communal est chargé seul et sous sa responsabilité :

1° de la tenue de la comptabilité communale et de l'établissement des comptes annuels;

2° d'effectuer les recettes communales;

3° de poursuivre l'encaissement des créances régulières;

4° de la perception, le cas échéant par voie de recouvrement forcé, des impôts communaux en application de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

5° de la gestion des comptes ouverts au nom de la commune et de la trésorerie générale de la commune;

6° du placement des fonds de trésorerie à court terme;

7° de la centralisation des engagements;

8° de procéder au paiement des dépenses sur mandats réguliers. ».

2) il est ajouté un § 2 nouveau rédigé comme suit :

« § 2. Sans préjudice des compétences du secrétaire communal en ce qui concerne le système de contrôle interne, tel que visé au titre *Vlbis*, le collègue peut confier au receveur communal toute autre mission en rapport avec ses compétences, notamment en matière de gestion financière. Dans le cadre de l'exercice de ces missions, le receveur est placé sous l'autorité du collègue. ».

1° in het tweede lid worden de woorden « via affichering » ingevoegd tussen de woorden « De bekendmaking en de datum van bekendmaking van deze reglementen en verordeningen » en de woorden « moeten blijken uit de aantekening »;

2° er wordt een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt :

« De bekendmaking van deze reglementen en verordeningen door het online plaatsen op de website van de gemeente of, in voorkomend geval, via de pers heeft geen invloed op de inwerkingtreding ervan. ».

Art. 27. In artikel 120, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 11 juli 1994 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de versterking van de gemeentelijke democratie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin « De commissies kunnen, ook op eigen initiatief, adviezen uitbrengen en aanbevelingen formuleren ten behoeve van de gemeenteraad met betrekking tot de zaken waarmee zij zich bezighouden. »;

2° in het tweede lid worden de woorden « en de werkwijze » opgeheven;

3° een laatste lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Elke commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk reglement bepaalt onder meer de wijze van oproeping en van toewijzing van het voorzitterschap van de commissie. ».

Art. 28. Artikel 135 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1989 houdende wijziging van de Nieuwe Gemeentewet en bij de wet van 13 mei 1999 tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties, wordt aangevuld met een nieuwe § 3, luidend als volgt

« § 3. De gemeenten zijn ertoe gehouden hun inwoners een bestuur te bieden met een aangepaste toegangswijze en beschikbaarheid door meer uitgebreide openingsuren, minstens één dag per week, en door een dienstverlening via het internet. ».

Art. 29. In artikel 136 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« § 1. De gemeenteontvanger wordt alleen en onder zijn verantwoordelijkheid belast met :

1° het houden van de boekhouding van de gemeente en het opstellen van de jaarrekeningen;

2° de invordering van de ontvangsten van de gemeente;

3° het innen van de regelmatige schuldvorderingen;

4° de heffing, in voorkomend geval door een gedwongen tenuitvoerlegging, van de gemeentebelastingen, met toepassing van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

5° het beheer van de rekeningen geopend namens de gemeente en van de algemene kasmiddelen van de gemeente;

6° het beleggen op korte termijn van de thesauriemiddelen;

7° de centralisatie van de vastleggingen;

8° de betaling van de uitgaven tegen regelmatige bevelschriften. ».

2) er wordt een nieuwe § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Onverminderd de bevoegdheid van de gemeentesecretaris met betrekking tot het intern controlesysteem, zoals bedoeld in titel *Vlbis*, kan het college aan de gemeenteontvanger om het even welke andere opdracht toevertrouwen die verband houdt met zijn bevoegdheden, onder meer inzake financieel beheer. In het kader van deze opdrachten staat de ontvanger onder het gezag van het college. ».

Art. 30. § 1^{er}. Dans l'article 145, premier alinéa, 1° de la même loi, les mots « l'organigramme dont le modèle aura été, le cas échéant, arrêté par le Gouvernement » sont insérés entre les mots « le cadre » et les mots « et les conditions de recrutement et d'avancement des agents de la commune ».

§ 2. Dans l'article 145, premier alinéa, de la même loi, le 1° est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« La commune publie sur son site internet l'organigramme du personnel de la commune. ».

Art. 31. Dans la même loi, il est inséré un article 145bis nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 145bis. Le conseil communal impose à tous les membres du personnel qu'il recrute de suivre, dans l'année de leur engagement, une formation relative au fonctionnement des pouvoirs locaux, organisée par le gouvernement en concertation avec les communes.

L'obligation visée au premier alinéa ne s'applique pas lors du recrutement du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail pour une période inférieure à 12 mois. ».

Art. 32. Article 242bis de la même loi, inséré par la loi du 5 février 2001 modifiant l'article 66 de la loi provinciale et insérant un article 242bis dans la Nouvelle Loi communale en ce qui concerne le programme de politique générale, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 242bis. Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal.

Ce plan triennal se compose des documents suivants

1° une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années;

2° un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives. Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'article 112 et de la manière prescrite par le conseil communal. ».

Art. 33. Dans le titre VI, chapitre III de la même loi, il est inséré un article 258bis nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 258bis. Le conseil communal peut affecter une partie du budget, appelée budget participatif, à des projets émanant de comités de quartier ou d'initiatives citoyennes, sur proposition d'un jury composé majoritairement de citoyens domiciliés dans la commune et ne siégeant pas au conseil communal. ».

Art. 34. Dans la même loi, il est inséré un titre VIbis intitulé « Système de contrôle interne ». Il se compose des nouveaux articles 263undecies, 263duodecies et 263terdecies rédigés comme suit :

Article 263undecies. Les communes sont chargées du contrôle interne de leurs activités.

Le contrôle interne est un ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne

- 1° la réalisation des objectifs;
- 2° le respect des lois et des procédures;
- 3° la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion;
- 4° l'utilisation efficace et économique des moyens;
- 5° la protection des actifs;
- 6° la prévention de la fraude.

Article 263duodecies. § 1^{er}. Le système de contrôle interne est arrêté par le secrétaire communal, après concertation avec le comité de direction. Le cadre général du système de contrôle interne est soumis à l'approbation du conseil communal, sur proposition du Collège.

Le système de contrôle interne détermine la façon dont le contrôle interne est organisé, y compris les mesures et procédures de contrôle à prendre, et la désignation des membres du personnel responsables, ainsi que les obligations de rapport des membres du personnel associés au système de contrôle interne.

Art. 30. § 1. In artikel 145, eerste lid, 1°, van dezelfde wet, worden de woorden « het organogram waarvan het model desgevallend bepaald zal zijn door de Regering » ingevoegd tussen de woorden « de personeelsformatie » en de woorden « en de voorwaarden inzake werving en bevordering van het gemeentepersoneel ».

§ 2. In artikel 145, eerste lid, van dezelfde wet, wordt het 1° aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt

« Het organogram van het personeel van de gemeente wordt door de gemeente op haar website gepubliceerd. ».

Art. 31. In dezelfde wet wordt een nieuw artikel 145bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 145bis. De gemeenteraad verplicht alle personeelsleden die hij aanwerft binnen het jaar van hun aanstelling een opleiding te volgen over de werking van lokale besturen, die de Regering in overleg met de gemeenten organiseert.

De verplichting bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing in geval van aanwerving van personeel tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst voor een duur die minder dan 12 maanden bedraagt. ».

Art. 32. Artikel 242bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 februari 2001 tot wijziging van artikel 66 van de provinciewet en tot invoeging van een artikel 242bis in de Nieuwe Gemeentewet, inzake het algemeen beleidsprogramma, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 242bis. Tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor.

Dit driejaarlijkse plan bestaat uit de volgende documenten

1° een oriëntatienota, die minstens de hoofdbeleidskeuzen bevat die voor de drie eerstvolgende jaren vastgesteld worden;

2° een beheersplan dat de oriëntatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten. Dit driejaarlijkse plan wordt na goedkeuring door de gemeenteraad bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 en op de door de gemeenteraad voorgeschreven wijze. ».

Art. 33. In titel VI, hoofdstuk III, van dezelfde wet wordt een nieuw artikel 258bis ingevoegd, luidend als volgt

« Art. 258bis. De gemeenteraad kan een deel van de begroting, de zogenaamde participatieve begroting, besteden aan projecten afkomstig van buurtcomités of burgerinitiatieven, op voorstel van een jury die in meerderheid bestaat uit burgers die hun verblijfplaats hebben in de gemeente en geen zitting in de gemeenteraad hebben. ».

Art. 34. In dezelfde wet wordt een titel VIbis ingevoegd, met als titel « Intern controlesysteem ». De titel bestaat uit de artikelen 263undecies, 263duodecies en 263terdecies, luidend als volgt

Artikel 263undecies. De gemeenten staan in voor de interne controle op hun activiteiten.

Interne controle is het geheel van maatregelen en procedures die ontworpen zijn om een redelijke zekerheid te verschaffen over :

- 1° het bereiken van doelstellingen;
- 2° het naleven van wetten en procedures;
- 3° de beschikbaarheid van betrouwbare financiële en beheersinformatie;
- 4° het efficiënt en economisch gebruik van middelen;
- 5° de bescherming van activa;
- 6° het voorkomen van fraude.

Artikel 263duodecies. § 1. Het interne controlesysteem wordt vastgesteld door de gemeentesecretaris, na overleg met het directiecomité. Het algemene kader van het interne controlesysteem is onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad, op voorstel van het College.

Het interne controlesysteem bepaalt op welke wijze de interne controle wordt georganiseerd, met inbegrip van de te nemen controlemaatregelen en -procedures en de aanwijzing van de personeelsleden die ervoor verantwoordelijk zijn, en de rapporteringsverplichtingen van de personeelsleden die bij het interne controlesysteem betrokken zijn.

§ 2. Le système de contrôle interne répond au moins au principe de la séparation des fonctions du secrétaire communal et du receveur communal lorsque cela est possible et il est compatible avec la continuité du fonctionnement des services communaux.

Article 263*terdecies*. Sans préjudice des missions de contrôle interne confiées en vertu de la présente loi ou par le conseil communal à d'autres organes ou membres du personnel, le secrétaire communal assure l'organisation et le fonctionnement du système de contrôle interne, sous l'autorité du Collège. Il en fait rapport annuellement au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal.

Le secrétaire communal met le personnel au courant du système de contrôle interne et l'informe des modifications qui y sont apportées.

Art. 35. L'article 289 de la même loi, abrogé par la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, est rétabli dans la rédaction suivante

« Art. 289. Le secrétaire communal peut infliger aux membres du personnel rémunérés par la commune et dont la nomination est attribuée aux autorités communales les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande.

Le premier alinéa ne s'applique pas au secrétaire adjoint et au receveur communal.

Le secrétaire communal informe le collège de son intention d'entamer une procédure disciplinaire telle que prévue au premier alinéa.

La procédure ne peut être entamée par le secrétaire communal qu'après que le collège ait pris acte de l'intention du secrétaire communal. Le collège peut ainsi, le cas échéant, faire usage de la procédure prévue à l'article 288.

Les décisions du secrétaire communal visées au premier alinéa sont motivées formellement et immédiatement portées à la connaissance du collège. ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

C. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2008/2009*

Documents du Parlement.

A-512/1 *Projet d'ordonnance.*

A-512/2 *Rapport.*

A-512/3 *Amendements après rapport*

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 13 février 2009.

§ 2. Het interne controlesysteem beantwoordt minstens aan het principe van de scheiding van de functies van de gemeentesecretaris en de gemeenteontvanger waar mogelijk en is verenigbaar met de continuïteit van de werking van de gemeentelijke diensten.

Artikel 263*terdecies*. Onverminderd de opdrachten inzake interne controle die krachtens deze wet of door de gemeenteraad aan andere organen of personeelsleden worden opgedragen, staat de gemeentesecretaris in voor de organisatie en de werking van het interne controlesysteem, onder het gezag van het College. Hij rapporteert daarover jaarlijks aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.

De gemeentesecretaris brengt het personeel op de hoogte van het interne controlesysteem, alsook van de wijzigingen ervan.

Art. 35. Artikel 289 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, wordt opnieuw opgenomen met de volgende formulering

« Art. 289. De gemeentesecretaris kan aan de door de gemeente bezoldigde personeelsleden, wier benoeming aan de gemeenteoverheid opgedragen is, de tuchtstraffen waarschuwing en berisping opleggen.

Het eerste lid is niet van toepassing op de adjunct-gemeentesecretaris en de gemeenteontvanger.

De gemeentesecretaris brengt het college op de hoogte van zijn voornemen om een tuchtprocedure zoals bepaald in het eerste lid op te starten.

De gemeentesecretaris kan de procedure pas opstarten nadat het college akte heeft genomen van zijn voornemen. Het college kan aldus, in voorkomend geval, gebruik maken van de in artikel 288 bepaalde procedure.

De beslissingen van de gemeentesecretaris bedoeld in het eerste lid worden formeel gemotiveerd en onmiddellijk ter kennis van het college gebracht. ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

C. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, en Externe Betrekkingen

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2008/2009.*

Documenten van het Parlement.

A-512/1 *Ontwerp van ordonnantie.*

A-512/2 *Verslag.*

A-512/3 *Amendementen na verslag.*

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 13 februari 2009.